

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 29 janvier 2010, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), et conformément au paragraphe 8 de la résolution 1810 (2008) du Conseil, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document final sur l'examen complet de l'état de mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) réalisé en 2009 (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de les faire distribuer comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1540 (2004)  
(Signé) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 29 janvier 2010  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1540 (2004)**

**Document final sur l'examen complet de l'état de mise  
en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité  
réalisé en 2009 : principales conclusions et recommandations**

1. L'adoption de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité a donné lieu à des mesures importantes, partout dans le monde, visant à empêcher les acteurs non étatiques de fabriquer, se procurer, mettre au point, posséder, transporter, transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, et a facilité la collecte de données exhaustives concernant les dispositions prises par les États à cet égard.
2. Depuis l'adoption de la résolution 1540 (2004), un très grand nombre d'États ont rendu compte des mesures qu'ils ont prises en application de cette même résolution. Le rapport de 2008 du Comité créé par la résolution 1540 (2004) (S/2008/493) contient des informations détaillées sur les mesures précises prises par les États pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la résolution.
3. Sur le plan qualitatif, plusieurs États Membres ont établi de nouvelles relations de travail entre organismes gouvernementaux; amélioré les cadres réglementaires; et élargi leurs efforts visant à étudier les liens entre les acteurs non étatiques et les armes de destruction massive. Sur le plan quantitatif, depuis 2006, les États Membres ont réalisé des progrès manifestes et importants dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Près de 160 États Membres ont donné des renseignements sur leurs capacités et leurs faiblesses en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, et le nombre d'États ayant indiqué avoir pris des mesures législatives afin de réprimer la participation des acteurs non étatiques aux activités interdites de prolifération des armes de destruction massive a augmenté considérablement depuis l'adoption de la résolution 1540 (2004).
4. Un certain nombre d'organisations internationales ont également coopéré avec le Comité 1540 et les États Membres aux fins de la mise en œuvre de la résolution, notamment en s'inspirant des dispositions de la résolution pour guider leur travail. En outre, certaines grandes organisations internationales ont manifesté leur volonté politique, au plus haut niveau, de mettre en œuvre la résolution. De nouveaux outils d'assistance, tels que des tableaux et des modèles d'assistance, ont également été élaborés afin d'aider les États à s'acquitter de leurs obligations.
5. L'application de la résolution 1540 (2004) a conjugué renforcement des capacités et élaboration de nouveaux vecteurs d'assistance visant à donner aux États Membres les moyens de respecter leurs obligations. Les discussions menées à l'échelon international lors de séminaires, de réunions, et de rencontres parrainées par des organisations non gouvernementales, sous l'égide de l'ONU et d'États Membres, sont venues appuyer le processus, en constante évolution, qui consiste à mettre en correspondance les demandes d'aide et les donateurs.

6. Dans la résolution 1810 (2008), le Conseil de sécurité a demandé au Comité 1540 d'envisager d'entreprendre un examen complet de l'état de mise en œuvre de la résolution 1540 (2004). Le 27 mars 2009, le Comité a présenté au Conseil un rapport sur les modalités de réalisation de l'examen (voir S/2009/170, annexe).

7. Dans le cadre de l'examen complet, et afin d'améliorer la transparence et d'encourager le dialogue entre les États Membres, le Comité 1540 a tenu des réunions publiques pendant trois jours, du 30 septembre au 2 octobre 2009, notamment un débat général et trois séances thématiques interactives portant sur des questions précises soulevées dans le rapport sur les modalités. Les experts du Comité 1540 ont établi des documents de référence afin de faciliter le débat (disponibles à l'adresse suivante : <http://www.un.org/french/sc/1540/>). En outre, une séance spéciale à l'intention des représentants de la société civile a été tenue le 1<sup>er</sup> octobre afin de leur permettre de contribuer à l'examen complet. Un grand nombre d'États Membres et d'organisations internationales ont participé à ces réunions.

8. Durant ces réunions, les États ont indiqué clairement qu'ils avaient déployé des efforts notables en vue d'appliquer la résolution 1540 (2004) au cours des cinq années précédentes et qu'ils continueraient sur cette voie. Les États ont reconnu la valeur du travail du Comité 1540, estimé qu'il fallait fixer des échéances à long terme pour la mise en œuvre et discuté des difficultés qu'ils continuaient de rencontrer dans la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004).

9. Cinq ans après l'adoption de la résolution, l'examen complet a permis au Comité 1540 de faire le point sur l'évolution des risques et des menaces liés à la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs parmi les acteurs non étatiques, au trafic de matières se rapportant aux armes de destruction massive par ces mêmes acteurs et à leur accès illicite à ces matières. Dans le cadre de l'examen, le Comité 1540 s'est attaché à déterminer comment il pouvait mieux s'attaquer aux problèmes cruciaux et trouver de nouveaux moyens de faciliter l'application de la résolution.

10. Cet exercice a permis au Comité 1540 de recueillir des suggestions précises formulées par les États, les organes intergouvernementaux et la société civile concernant ses futurs travaux. Les membres du Comité se sont accordés sur les points ci-après.

#### **Capacité du Comité 1540 de rassembler des informations sur l'état de mise en œuvre de la résolution**

11. Le tableau du Comité 1540 a fait la preuve de son utilité pour la représentation d'informations concernant les mesures prises par les États pour s'acquitter des obligations que leur impose la résolution 1540 (2004). Néanmoins, certains États ont appelé l'attention sur la difficulté qu'ils avaient à exploiter le tableau. Il est donc recommandé que le Comité envisage, selon qu'il sera utile, d'améliorer le tableau 1540 et les modèles d'assistance afin qu'ils soient plus conviviaux, en tenant compte des suggestions pertinentes formulées par les États Membres pendant l'examen complet.

12. Il était manifeste que du fait du nombre et de la diversité des obligations découlant de la résolution 1540 (2004), certains États n'étaient pas arrivés à les intégrer toutes dans leur législation, notamment s'agissant de l'adoption de

sanctions et de mesures préventives. Il est donc recommandé que le Comité 1540 continue de favoriser l'apport d'une aide juridique aux États qui le demandaient et de rendre la base de données législative du Comité plus facile à utiliser.

13. On s'est également aperçu que, dans certains cas, le Comité manquait d'informations sur les mesures de répression prises par les États. Les États sont invités à redoubler d'efforts pour faire parvenir au Comité des informations sur tous les aspects de la répression.

14. Afin de renforcer les moyens de collecte d'informations sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), le Comité 1540 pourrait également organiser des activités de communication, par exemple des visites dans les pays, avec l'accord des États concernés, et des ateliers visant à étudier plus en profondeur les enjeux de la mise en œuvre à l'échelon national, et intensifier ses efforts visant à faire en sorte que tous les États soumettent des rapports, y compris les premiers rapports qui n'ont toujours pas été présentés et des compléments d'information. En outre, on a proposé de procéder à des échanges d'informations sur la coopération interinstitutions, les activités de répression, la planification d'initiatives de mise en œuvre volontaire et les calendriers afin que le Comité soit plus au fait des mesures d'application prises à l'échelon national conformément à la résolution 1540 (2004).

#### **Efficiencia y eficacia de los métodos de trabajo del Comité 1540**

15. L'approche coopérative et transparente adoptée par le Comité 1540 a été un facteur essentiel du renforcement de la coopération avec tous les États. Il est recommandé de poursuivre dans cette voie, notamment en organisant des activités de communication et en intensifiant l'interaction avec l'ensemble des États Membres de l'ONU, notamment, le cas échéant, au moyen de réunions publiques.

16. Parmi les propositions visant à mettre au point des pratiques plus efficaces et productives, on peut citer des mesures pratiques telles que l'organisation de réunions plus régulières, la possibilité d'inviter des experts des capitales à participer aux discussions les plus importantes, l'augmentation du nombre d'experts et la réduction du nombre d'organes annexes du Comité. D'autres propositions concernent l'utilisation de méthodes informelles, telles que des accords de coopération ad hoc et la création et l'exploitation de fichiers et de réseaux d'experts à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

17. L'examen complet a mis en relief l'intérêt qu'il y avait à poursuivre les efforts visant à faciliter l'intégration des nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité dans le Comité 1540 et à conserver un réseau composé de membres non permanents ayant quitté le Comité 1540 afin d'appuyer la mise en œuvre de la résolution. Le Comité 1540 examinera comment elle pourrait mettre en œuvre ces propositions de manière complémentaire.

#### **Facilitación de la asistencia**

18. L'examen complet a permis de constater que la facilitation de l'assistance était indispensable pour une meilleure application de l'ensemble des dispositions de la résolution 1540 (2004). À cet égard, on a reconnu qu'il importait de répondre aux demandes d'assistance des États. On a également convenu que la fourniture d'une assistance aux États qui n'avaient pas encore présenté leur premier rapport pourrait les aider à le faire. En conséquence, il est recommandé de réaliser, avec l'aide des

experts du Comité 1540, un plus grand nombre d'analyses des demandes, des offres et des programmes d'assistance, afin d'élaborer des stratégies de mise en correspondance efficaces.

19. En outre, il s'est dégagé de l'examen que les demandes d'assistance faites par l'intermédiaire d'organisations régionales ou par des groupes d'États membres d'unions douanières ou de zones de libre-échange pouvaient présenter un intérêt particulier. Le Comité continuera donc d'encourager la présentation de telles demandes.

20. En plus de recourir à des visites dans les pays et à des séminaires, le Comité 1540 devrait envisager d'organiser des réunions rassemblant les demandeurs et les prestataires d'assistance aux fins de la mise en œuvre de la résolution, de créer des réseaux d'assistance plus efficaces et de favoriser l'intégration des obligations relatives à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) dans la poursuite d'objectifs nationaux plus larges recoupant les objectifs de la résolution.

21. Dans le cadre de l'examen complet, on a également accueilli favorablement les recommandations faites par le Comité 1540 en mars 2009, qui visaient à rendre plus efficaces les mécanismes de financement existants, notamment grâce à la création éventuelle d'un fond volontaire, ainsi que l'engagement pris par le Conseil de sécurité de promouvoir l'application intégrale de la résolution 1540 (2004) par les États Membres en assurant un appui concret et durable aux activités du Comité 1540.

#### **Coopération avec les organismes internationaux, régionaux, sous-régionaux et multilatéraux**

22. Compte tenu des enjeux communs ou interdépendants en présence, le Comité 1540 a été invité à mettre en place un plus grand nombre d'arrangements de coopération formels et informels avec les organismes internationaux, régionaux, sous-régionaux et multilatéraux, afin de faciliter l'échange d'informations sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, de définir et d'appliquer des normes et de recenser les besoins d'assistance et les programmes auxquels le Comité pourrait contribuer de manière productive de par son mandat relatif aux acteurs non étatiques. Le travail du Comité avec les organisations régionales et sous-régionales devrait être axé sur la facilitation du dialogue avec les institutions régionales et nationales en vue de surmonter les difficultés de mise en œuvre au niveau national, s'agissant par exemple de l'alignement des priorités, de l'harmonisation des stratégies, de la facilitation de services de conseil et de rédaction et de la mise en correspondance des besoins et des offres d'assistance. Il est recommandé que le Comité renforce et institutionnalise, si nécessaire, sa coopération avec les mécanismes internationaux de non-prolifération, les autres organismes des Nations Unies, le Groupe des Huit, les organisations régionales et sous-régionales et les zones exemptes d'armes nucléaires qui seraient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), en les incluant dans ses relations de travail formelles et informelles.

23. L'examen complet a été l'occasion de souligner la valeur des ateliers régionaux pour ce qui est de la facilitation de l'échange de données d'expérience régionales sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), ainsi que la nécessité de poursuivre cette pratique. Le Comité continuera également d'encourager les États

à redoubler d'efforts pour favoriser l'élaboration et l'échange de pratiques optimales.

#### **Activités de communication du Comité 1540**

24. L'examen complet a fait ressortir l'importance qu'il y avait à ce que les États et le Comité 1540, selon le cas, mènent des activités de sensibilisation et élaborent des moyens appropriés de collaborer avec l'industrie et le public et de les informer des obligations que leur imposent les lois liées à la résolution 1540 (2004) qui ont été adoptées par les États. On a reconnu que l'interaction avec la société civile, notamment par le biais d'activités de communication visant les mondes universitaire et industriel, pouvait aider les États à mettre en œuvre la résolution 1540 (2004).

25. S'agissant des activités de communication, il est ressorti de l'examen complet que le Comité devait redoubler d'efforts pour informer les parlementaires et autres hauts responsables des obligations découlant de la résolution 1540 (2004).

26. Par ailleurs, on a salué les très nombreuses mesures prises par les États en vue de s'acquitter de leurs obligations en vertu de la résolution, tout en constatant que certains domaines avaient été quelque peu délaissés, notamment les armes biologiques, les vecteurs, les listes de contrôle nationales, l'accès aux éléments connexes et le financement d'activités de prolifération interdites ou illicites.

27. À cet égard, on a noté que des listes de contrôle des exportations étaient utilisées aux fins de l'application de la résolution 1540 (2004).

28. L'examen complet a permis de constater que tous les États étaient confrontés à des difficultés dans la mise en œuvre de la résolution et que, par conséquent, le travail du Comité devrait avoir une portée universelle, bien que l'accent doive être mis sur les régions où les États, en moyenne, avaient pris un nombre relativement faible de mesures en vue d'appliquer la résolution, ainsi que sur les États qui n'avaient pas présenté de rapports, afin de mieux comprendre les raisons de ces manquements. On a recommandé que le Comité 1540 mette au point un mécanisme approprié de coopération avec les États n'ayant pas présenté de rapport, notamment aux fins de la fourniture de l'assistance technique nécessaire à ceux qui en feraient la demande.

29. On a également estimé que dans le cadre de ses activités, le Comité devrait continuer de faire mieux connaître les traités multilatéraux ayant pour objet de prévenir la prolifération des armes de destruction massive ou d'éliminer ces armes, afin de contribuer à leur universalité.

30. En outre, les États ont insisté sur la nécessité du strict respect de la légalité, des normes relatives au droit à une procédure régulière et des droits de l'homme dans la mise en œuvre et l'application effective de la résolution 1540 (2004).

31. Les États et de nombreux acteurs internationaux se sont félicités de l'ouverture d'esprit qui avait caractérisé l'examen complet et ont prié instamment le Comité 1540 de conserver cette approche et d'intensifier ses efforts déjà utiles en faveur de la transparence et d'une participation sans exclusive. Cette démarche encouragerait le renforcement de la coopération aux futurs travaux du Comité et à la mise en œuvre de la résolution.

32. Le Comité 1540, tout en continuant de s'intéresser avant tout aux questions de non-prolifération, envisagera de prendre des mesures concrètes en vue de donner

suite, selon qu'il conviendra, aux diverses recommandations et propositions énoncées dans le présent document, dont il tiendra compte dans l'établissement de ses programmes de travail jusqu'à la fin de son mandat actuel.

33. Les idées et les difficultés recensées dans le présent document sont la preuve qu'il faut adopter une perspective à long terme en vue de relever les défis liés à la non-prolifération grâce à la coopération entre les États Membres et avec eux.

---